

*Loi de l'impôt sur le revenu (N° 2)*

Je continue la citation:

Mais le système mercantile subordonne presque constamment les intérêts du consommateur à ceux du producteur . . .

On pense au producteur de blé, de lait, au pêcheur, au producteur de cerises. J'ai failli suggérer de mettre plus de cerises sur les voitures noires que l'on voit passer. Qu'est-ce qui est noir, qui a une cerise dessus et deux concombres à l'intérieur? Une voiture de police! Plaçons deux cerises, cela va augmenter la consommation, la production.

Je continue la citation:

. . . constamment les intérêts du consommateur à ceux du producteur, et semble considérer la production, et non la consommation, comme la fin et l'objectif suprêmes de toute industrie et de tout commerce.»

C'était Adam Smith qui déclarait cela, et ce n'était pas un créditiste. C'était un gars qui voyait clair dans l'économie de n'importe quelle nation. La richesse des nations, c'est quoi? C'est la consommation, c'est le consommateur. Alors, si nous, en tant que législateurs, adoptons des lois pour aider le consommateur, naturellement, par voie de conséquence, celui-ci va aider le producteur en achetant ses produits, et si le producteur vend ses produits, je défie qui que ce soit de me prouver qu'il n'est pas capable d'augmenter sa production aujourd'hui.

Monsieur le président, les producteurs n'ont pas tous des problèmes de production; ils ont des problèmes de distribution, et la seule façon de distribuer, c'est d'accroître le pouvoir d'achat, d'améliorer le système de pouvoir d'achat des consommateurs. Tout doit exister en fonction de la consommation. On le dit depuis longtemps, et on le répète. Cela n'est pas encore compris. Certains ont la tête dure.

Monsieur le président, voilà les quelques remarques que j'avais à faire. Par ce bill, le gouvernement croit créer des emplois. Nous allons l'appuyer. Absolument! Il faut aider l'entreprise privée à produire plus. Mais, à mon avis, le gouvernement n'est pas conséquent avec lui-même, car aucune disposition du bill ne permettra la distribution des produits que l'on croit pouvoir faire en plus grand nombre.

Monsieur le président, en votant en faveur de ce bill, nous allons faire confiance au . . .

**Le vice-président adjoint:** A l'ordre. Peut-être pourrais-je demander le consentement unanime de la Chambre pour que l'honorable député puisse continuer ses remarques, parce que son temps de parole est écoulé?

[Traduction]

Êtes-vous d'accord pour accorder quelques minutes de plus au député?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**M. Caouette (Témiscamingue):** Je remercie mes collègues, monsieur le président, de me permettre de continuer mes remarques.

**Une voix:** Même les socialistes!

**M. Caouette (Témiscamingue):** . . . même les socialistes. Ils sont charmants parfois, mais, à mon avis, c'est plutôt dans leur intérêt de me permettre de continuer, car cela va leur permettre de comprendre quelque chose.

Monsieur le président, farce à part, le bill C-192 pourra, après le 31 mars 1974, à la demande de 60 députés, être révisé ou rappelé. La diminution d'impôt pourra disparaître complètement, si l'on constate qu'elle ne produit pas

[M. Caouette (Témiscamingue).]

les effets espérés par le gouvernement et par le ministre des Finances.

Je le dis d'avance, je pense bien qu'il ne faudra pas attendre longtemps après le 31 mars 1974, avant que 60 députés se lèvent à la Chambre et disent au gouvernement: Écoutez, le nombre de chômeurs a encore augmenté, la production ne s'écoule pas. Voilà le problème, la production ne s'écoule pas.

J'entends les économistes dire qu'il faut augmenter la productivité. On a déjà trop de tout! Allons dans n'importe quelle industrie au Canada; on a trop de blé, de lait, de vêtements, de robes pour dames, de nourriture, etc.

Tout ce qui manque, c'est le pouvoir d'achat pour acheter les produits. On trouve trop de poissons dans les provinces Maritimes et en Colombie-Britannique. Des députés du Nouveau parti démocratique signalaient, ce midi, qu'il existait trop de bois, trop de tout! Monsieur le président, a-t-on déjà entendu dire qu'un ver de terre meurt dans une belle grosse pomme parce qu'elle est trop grosse? On n'a jamais entendu cela.

Et pourtant, au Canada, il existe des miséreux parce qu'on a trop de produits; on trouve des chômeurs parce qu'on a trop de toutes sortes de choses. On dit: Emploie-le, et l'on va financer, on va payer une partie du salaire. On a trop de tout, mais on a trop de chômeurs, trop de quoi manger, trop de quoi se vêtir.

Monsieur le président, il y a assez longtemps qu'on joue avec cette folie-là et qu'on manque du nécessaire dans plusieurs milliers de foyers à travers le Canada. Quand les gouvernants en auront assez, quand le gouvernement, quand le ministre des Finances étudiera sérieusement le problème, au lieu d'écouter des économistes arriérés, il regardera vers l'avenir du Canada pour mettre l'abondance au service de tous les Canadiens non seulement d'un groupe, mais de tous.

Ce n'est pas moi qui ai tracé l'objectif, en 1931—cela fait 42 ans—mais Pie XI, qui disait, dans *Quadragesimo Anno*:

L'économique . . .

. . . c'est de cela qu'on discute . . .

L'économique sera sainement constituée et atteindra véritablement sa fin alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun individuellement une part des biens que la nature de Dieu et l'industrie des hommes ont le moyen de procurer.

L'industrie de fabrication et de transformation, avec la nature de Dieu qui permet à nos terres de produire et à nos usines de fonctionner procurera à tous et à chacun une part des biens que la nature et l'industrie sont capables de donner. «Et cette part-là,» disait-il, «devrait être suffisante pour assurer à tous et à chacun au moins une honnête aisance.»

On ne deviendra pas millionnaire, tous ne seront pas sur un pied d'égalité, mais il faut au moins garantir à tous et à chacun une honnête aisance. De là découlait notre suggestion, dans notre programme des dernières élections, d'accorder un revenu annuel garanti à tous, indépendamment de sa position.

Celui qui gagnera bien plus paiera plus de taxes, mais jusqu'à un certain niveau. Il faut accorder une diminution d'impôt de \$5,000 aux personnes mariées et \$500 par enfant, et une diminution de \$2,500 aux célibataires.

Monsieur le président, cette politique du revenu annuel garanti vaut quoi, et qui va la payer? Notre production est en mesure d'y voir. Je suis convaincu qu'il n'y a pas un problème de production. On ne pense qu'aux dollars qui peuvent nous permettre de vivoter, comme c'est actuellement le cas dans bien des domaines.